L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

ANNONCES ORDINAIRES..... $10 } payable d'avance
ANNONCES PAR LE MOIS..... $10 }

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 27 JANVIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

ROLE DE LA LOI SUR LES FAILLITES.—La loi sur les faillites court de grands risques, si l'on en juge par la rumeur avec laquelle la Chambre des Représentans la traite. Le 16 courant, cette Chambre enjoint au comité judiciaire de présenter un bill pour l'abrogation de cette loi, et cette injonction passe à une telle majorité qu'il ne pouvait plus y avoir aucun doute sur le sort qui lui était réservé. Le 17, sans perdre de temps, le comité présente son rapport, accompagné d'un bill d'abrogation, à peine ce bill est-il lu par le tiers, que malgré l'opposition de quelques membres et sans tenir compte de ses règles ordinaires, la Chambre en ordonne la seconde lecture, en commence la discussion et ne s'arrête quapès l'avoir adopté. C'est là ce qui s'appelle procéder d'une façon expéditive!

Après avoir subi de légers amendemens, le bill du comité judiciaire a été mis aux voix sous la forme suivante:

"Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans, &c., que l'acte intitulé "Acte pour établir un système uniforme de législation pour les faillites dans toute l'Union" approuvé le 19 août 1841, soit et demeure abrogé. *Cependant* cet acte n'aura aucun effet sur les actes ou procédures de faillites ordonnés avant la passation de cet acte, ou sur les peines, pénalités ou forfaitures encourues en vertu du même acte, et toute procédure de ce genre sera continuée jusqu'à sa consommation, absolument comme cet événement n'aura pas eu lieu."

Le dépouillement des votes a donné 130 oui contre 11 non, et le bill a été en conséquence adopté.

Ainsi qu'on le voit, ce bill n'aura pas, comme certaines autres lois du Congrès, un effet rétroactif. Toutes les procédures commencées en vertu de la loi rejetée, seront continuées et menées à bonne fin sans avoir le désagrément de cette nouvelle loi. Cette classe nombreuse de tous ceux qui en ont déjà réclamé le bénéfice, ou qui pourront le réclamer avant l'époque où le bill aura été adopté par le Sénat et signé par le Président, si toutefois il doit l'être.

P. S. Une correspondance particulière annonce qu'une motion pour la reconsidération du vote d'abrogation aura été faite dans la séance du 19, mais tout porte à croire qu'elle n'aura pas de succès.

Le mois de janvier a vu s'ouvrir un certain nombre de Législatures d'Etat, entre autres celles du Maine, du Kentucky et du Michigan. Les messages des différens gouverneurs donnent un aperçu complet de la situation de ces Etats.

La dette actuelle du Maine s'élève à 1,500,000 et dans l'année qui vient de s'écouler, l'intérêt de cette dette a été payé exactement et $10,000 ont été remboursés sur le capital. Le remboursement intégral ne sera ni bien long, ni bien difficile, surtout si l'on y applique une somme d'environ un demi million que la République garde présentement en réserve. Le Maine a reçu l'ordre du secrétaire de la trésorerie qu'il avait droit à une somme de 1,765 pour sa quote part dans le produit des ventes des terres publiques opérées durant l'Exercice dernier, le gouverneur l'Enfield est d'avis qu'au lieu d'un pas recevoir cette somme, attendu que l'acte de distribution est inconstitutionnel et sans entité. Le message souverain se plaint que les intérêts du Maine aient pas été assez ménagés vis-à-vis le dernier traité d'Ashburton, et il se prononce en faveur du système républicain de Paris et de Berne que, sans avoir une opinion bien arrêtée sur le système protecteur, il est cependant opposé au tarif actuel. M. Fairfield est fidèle au whiggisme.

Le message du gouverneur *Letcher*, du Kentucky, est un document digne d'un whig, après avoir établi que la dette de l'Etat s'élève à 3,332,783, portant intérêt à 6 pour cent par an, il recommande de ne plus contracter de nouvelles dettes pour les améliorations intérieures, si ce n'est à propos de la population.

"Nos contributions sont d'une facile et juste répartition au moment où elles tombent, ils sont bornées dans toutes les classes, nobles dans leur origine et devenues à la république, à son honneur, à son caractère, à sa gloire. Ils veulent payer ce qu'ils doivent et ne pas contracter de dettes. Il ils sont à la réputation sur quelque nouvel sans quelque forfaiture, ils ne contracteront jamais ce dégoût de la vertu et ces ordres dans aucune partie du Kentucky."

Le banque du Kentucky solde, à ce qu'il paraît, est saine, et les espèces abondent dans leurs voutes. Les moissons de l'année dernière sont abondantes. Le gouvernement investit sur les avantages d'un tarif protecteur, et dit en parlant des maux qui affligent le pays: "Toutes ces causes ne résultent, je pense, que partiellement de ce compte tel que le gouvernement général a fait à l'une de ses plus hautes fonctions constitutionnelles, il ne se chargeant pas d'établir et de fournir au pays une bonne et solide circulation nationale, qui répondrait à ses besoins commerciaux et industriels. A mon avis, c'est par ce moyen que la prospérité nationale, pour qu'il revienne à son ancienne prospérité par qu'il reprenne la vie, la confiance et la force, pour qu'il reconquière son ancienne renommée, il nous faut un signe de circulation d'une valeur toujours égale et partout uniforme, tous ces différens badigeonnations bien réglés, sont par tout autre agent offrant de garanties suffisantes."

Le message du Gouverneur du Michigan, Barry, n'est long document que ne occupe guères que de questions d'un intérêt local. Le montant total de la dette de cet Etat est de 1,550,000. Sur cette somme 1,340,840 sont dûs à des citoyens, aux comtés et aux fonds des écoles et universités. Le Gouverneur recommande surtout le prompt remboursement de cette partie de la dette, sans indiquer un moyen à employer pour remplir la dette générale, le Gouverneur déclare que le Michigan ne la répudiera jamais.

"Le Michigan, dit-il, ne pourra jamais de recognaître les dettes qu'il a contractées, et ne manquera jamais de les payer dès qu'il sera à la moyens. Les circonstances difficiles ne nous paralyseront pas, et trouver d'extraordinaires, un moment il faire face aux dettes qui deviendront exigibles, mais il appartient au Gouvernement national et ne nombrera la stagnation disposition à manquer à la bonne foi de vis à vis de ses créanciers."

LE STARR MAPLE DE RICHMOND vient d'être exécuté à Philadelphie par M. et Mme. Seguin, seconde de quelques artistes. Malheureusement les chœurs étaient loin d'être au complet, et bien que l'effet général de cette admirable partition a été manqué; nous sommes certains qu'il n'en sera pas de même ici. La foudres des amateurs qui se sont réunis pour nous faire entendre "cette musique splendide," le talent et le zèle des artistes qui les secondent ou les dirigent, nous assurent certainement une belle et vigoureuse exécution. Sous le rapport du dilettantisme, la Nouvelle-Orléans est bien au-dessus de Philadelphie; et dans cette occasion encore, elle montrera sa supériorité. Il n'y a peut-être dans l'Union que notre ville où l'on puisse organiser avec des amateurs et des artistes des chœurs assez nombreux, assez musiciens, assez sûrs d'eux-mêmes pour oser aborder une œuvre aussi capitale que le Stabat de Rossini!

DISTRACTION.—Mr. Thompson, trésorier de la compagnie du chemin de fer de Wilmington à Baltimore, a disparu laissant un déficit de $25,000. Le *Times*, en parlant de cette défalcation, dit: On nous assure que M. Thompson, sur l'invitation du dernier Président de cette compagnie, a acheté avec les fonds qu'il avait entre les mains des actions de la compagnie afin d'augmenter leur valeur sur le marché. Cette spéculation n'a pas réussi, les actions ont baissé, et M. Thompson a vu s'ouvrir dans sa caisse le déficit que nous avons mentionné.

AGRICULTURE MISSISSIPIEN.—Le Congrès s'occupe activement des travaux à ordonner pour améliorer la navigation du Mississipi et de l'Ohio; sans doute la session ne s'écoulera pas sans qu'on ait pris des mesures en faveur de notre navigation intérieure.

MASSACHUSETTS.—La nomination du gouverneur de cet Etat n'est pas faite encore. D'après la constitution de cet Etat, la Chambre des Représentans doit présenter au Sénat deux candidats choisis parmi les quatre qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, lorsque aucun d'eux n'a emporté la majorité absolue. Aux dernières dates, la Chambre n'avait point encore désigné les deux candidats.

CHARLESTON ET M. CLAY.—L'assemblée qui a eu lieu à Charleston pour nommer un comité chargé d'inviter M. Clay à visiter cette ville, a été des plus nombreuses. Un journal qui n'est pas de notre bord, s'exprime à ce propos le paragraphe suivant:

"Nous sommes heureux de déclarer que dans cette assemblée a été admise aucune distinction de parti; cela devait être. En de pareilles occasions, il ne faut pas que les divergences politiques viennent se mêler aux sentiments d'hospitalité et de courtoisie qui doivent guider tous les citoyens. Les services de M. Clay dans sa diplomatie et au Congrès appartiennent à notre histoire nationale; ils en sont une des belles pages, et son génie, ainsi que son éloquence, font partie des trésors intellectuels que possède l'Union."

C'est hommage désintéressé fait honneur au journal qui sait le rendre, et nous devons en remercier le *Southern Patriot*.

COUR DU RECORDER.

1re Municipalité

Roxana Nugent, accusée d'avoir volé des ustensiles d'argent et une couillère à potage, en argent, à Mr. Barthelemy Delery, démeurant rue des Remparts, entre les rues Ursulines et St. Philippe, a été envoyée en prison en attendant son jugement.

M. BUCHANAN—Le Reporter de Harrisburg, publie les actes de la Convention tenue en faveur de M. Buchanan et ajoute: "M. Buchanan est maintenant placé devant le peuple comme candidat à la Présidence: il se présente avec des droits qui ne le cèdent point à ceux d'aucun de ses compétiteurs. Il se présente comme le candidat préféré de la Pennsylvanie qui n'a point encore donné de Président à l'Union, mais qui a toujours été depuis la fondation du gouvernement le plus ferme rempart de la Démocratie." La candidature de M. Buchanan n'arrête pas le moins du monde dans la Pennsylvanie les mouvemens en faveur du Colonel Johnson et du Général La Cass; "mais tous ces mouvements, dit *l'Inquirer*, n'auront qu'un effet: ils serviront la cause de M. Van Buren."

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

Le navire *Don Juan*, capitaine Soulé, est arrivé hier soir de Liverpool, qu'il avait quitté le 19 décembre. Jusqu'au 15 au soir, le marché au coton de cette ville n'avait éprouvé aucun changement matériel, mais il y avait une tendance à la baisse par suite de l'empressement que mettaient à réaliser les importateurs de coton nouveau, et les cotes se maintenaient à grand'peine. Les ventes du 13, du 14 et du 15 s'étaient élevées à 12,000 balles, toutes livrées au commerce. Les nouvelles de Manchester étaient moins favorables. Il n'y avait aucun changement dans le marché monétaire de Londres.

Les dernières nouvelles de Barcelone annonçaient que la tranquillité avait été entièrement rétablie.

TEXAS.—Le navire à vapeur *New-York* entré hier dans notre port nous a apporté des journaux de Houston et de Galveston, qui vont jusqu'au 21 courant et qui confirment de tous points les nouvelles que nous avons données hier, d'après les renseignemens venus par la goelette *Doric*. Nous ne trouvons à ajouter qu'un fort petit nombre de faits.

—Le Congrès s'est ajourné *sine die* le 16 courant. Le bill des frontières qui avait reçu le véto du Président, a été adopté par la majorité constitutionnelle des deux Chambres. Un bill qui ordonne aux shérifs et autres maîtres de poste de recevoir les bills de l'Echiquier au pair, et un autre qui exemplant de tout droit de timbre, le café et l'acier, ont été également adoptés. Le président avait ordonné au secrétaire de la Chambre des Représentans de faire une déduction pour les absences sur l'indemnité accordée aux membres, mais le secrétaire n'a pas voulu y consentir, déclarant que cela n'était pas dans l'ordre; le Président alors a envoyé un auditeur chargé de régler les comptes en conséquence. Cet ordre qui est regardé généralement comme un abus de pouvoir, a excité une grande indignation parmi les Représentans.

—Une somme de $7000 a été votée pour la défense de Galveston. "Cette somme, dit le *Telegraph* de Houston, suffira pour achever la belle batterie de canons à la Pointe; mais elle n'est pas encore complète. Le général Hamilton. Avec cette formidable artillerie, les citoyens de Galveston seront en état de défier toute attaque."

—Les revers qu'ils viennent d'éprouver, n'ont pas, à ce qu'il paraît, découragé les Texiens: si l'on en croit le *Morning Star* de Houston, une nouvelle expédition contre le Mexique se prépare, et l'on est décidé à pousser la guerre avec la plus active énergie jusqu'à ce que les prisonniers texiens aient été relâchés et que le gouvernement Mexicain cesse de menacer le Texas d'une invasion. Le général Pusk qui vient d'être élu major-général de la milice, avait, avant même son élection, formé le projet de marcher sur le Rio Grande; il ne sera sans doute pas surpris présentement à exécuter cette expédition, et il réunira facilement autour de lui, grâce à la confiance qu'il inspire, un corps assez considérable pour en assurer le succès.

YUCATAN.—Nous trouvons dans les journaux du Texas, deux petits paragraphes relatifs au Yucatan. L'armée mexicaine a reçu un renfort de 900 hommes qu'elle attendait de Vera Cruz, et deux objets sera de gros calibre; mais malgré ce renfort d'hommes et d'artillerie, elle n'est pas en état de s'emparer de Campêche.

Tous les navires qui agissent contre cette ville, sont mal montés en équipages et plus mal encore en états-majors. Charlewood qui commandait le Guadalupe, et tous les officiers anglais, ont abandonné le service. Ils se sont rendus à la Havane et de là retourneront sans doute en Europe.

RAPPORT OFFICIEL.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

JEUDI, 26 janvier 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 46 membres.

Sur motion de M. Flaugeac, le secrétaire va porter différens messages au Sénat.

L'Orateur déclare qu'en rappelant hier à l'ordre, pendant la discussion sur le bill de réparation proposé soumelle le représentant des Rapides, il n'est négligé en et qu'il a reconnu depuis, que ce représentant était parfaitement dans l'ordre.

Pétitions, Mémoires et Résolutions.

M. Newton, présente une résolution qui prions à l'ingénieur d'Etat d'employer les bras qui sont au service d'Etat, à compléter la route entre Baton Rouge et Clinton, et à relever les obstructions du Bayou Fortine. Renvoi au comité des améliorations intérieures.

M. Sollé présente une résolution qui demande l'impression à 200 exemplaires du rapport du contrôleur de l'Agriculture, du Commerce et des Manufactures et l'envoie de 100 de ces exemplaires aux membres du Congrès, auxquels on donnera en même temps des instructions pour qu'ils obtiennent, si faire se peut, un droit additionnel d'un cent par livre sur les marchandises.

M. Taylor demande le dépôt de cette résolution sur le bureau. Motion perdue.

M. Selby dit que ce rapport qu'on avait joint Remaclé, et venu mal à propos soulever la question du tarif, que c'est une mesure assez hétérogène de sa nature, et présente beaucoup plus convenable à un bill de commerce qu'à la Chambre. Pourquoi donc le faire imprimer? Il ne sera d'aucune utilité. Il est tout à fait étrange aux matières dont la Chambre s'occupe. Pourquoi d'ailleurs soulève-t-on la question du tarif? Il est dans un but politique! La Chambre ne peut pas adopter un tarif; elle n'a donc pas le droit de le discuter. Le rapport renferme une scène de calculs dont la plupart sont inexacts, et qui, fussent-ils corrects, ne servaient encore de rien à la Chambre. Une discussion sur ce sujet serait perdre son temps dans la Chambre. Sans doute il a plu à l'auteur de faire ce volumineux rapport, mais s'il a fait un livre et qu'il veuille le faire imprimer, il peut le faire à ses frais et non à ceux de la Chambre. M. S. reconnaît énergiquement l'impression. Il est de ceux qui croient que le tarif inutile à la Louisiane; et il aurait la droit d'imprimer un livre contre cette mesure, tout aussi bien que son collègue a celui d'en faire un en faveur.

La seconde lecture est perdue.

M. Philips présente une résolution qui enjoint au comité judiciaire de veiller à ce que, si une vacance survient à la Cour suprême, aucune nomination ne soit faite jusqu'à ce que nombre des juges soit réduit à trois. Sur motion de M. Ogden, la résolution est amendée de manière à ce que le comité soit chargé de s'enquérir de la convenance de la mesure proposée. La résolution ainsi amendée est adoptée.

M. Musson présente une pétition, signée par un grand nombre de propriétaires d'esclaves de la Nouvelle-Orléans, et qui demande une modification dans la nomination à la Chambre des Représentans. Renvoi au comité des propositions et griefs.

Le même membre présente une pétition des vétérans de 1814-15 qui demandent à être autorisés à former une corporation dans le but de venir au secours des vieux soldats sans ressources. Renvoi au comité judiciaire composé de MM. Musson, Robertson et Voorhies.

M. Morgan présente une résolution qui ordonne la formation d'un comité de trois membres de la Chambre, appartenant chacun à une municipalité, lequel sera chargé d'examiner la situation financière des trois municipalités et de s'enquérir de la nécessité du droit de quinzaine actuel.

M. Ogden propose un substitut qui remvoie le bill relatif à ce droit à un comité qui sera autorisé à faire comparaître les personnes et produire les pièces nécessaires pour s'éclairer sur cette importante question, et qui devra soumettre promptement son rapport à la Chambre. M. O. annonce que les conseils sont prêts à communiquer à la Chambre des renseignements qui pourront influer sur les décisions de la Chambre; il désire que le comité soit principalement composé de membres de la campagne.

M. Brashear pense que cette manière de procéder n'est pas dans l'ordre. Elle est sans doute la dernière ressource des représentans qui sont opposés au bill et qui voudraient en reculer le plus possible l'adoption définitive. M. B. est prêt à en finir une bonne fois avec cette question, à rendre ainsi le repos à l'esprit public et à décider si les citoyens doivent être taxés inconstitutionnellement. Les représentans connaissent déjà les renseignemens qu'on veut leur acquérir; ils savent comment la dette de la ville a été contractée, et sont fort en mesure pour prononcer sur la constitutionnalité de la taxe.

M. Taylor désire agir après mûr examen; il veut donner beau jeu à la ville, il désire qu'on prenne une décision calme et réfléchie; il est donc en faveur du comité.

M. Ogden propose alors d'amender la résolution de manière à nommer un comité spécial de——membres. M. Ogden ne veut pas tant solliciter ou d'entraver l'action de la Chambre sur ce sujet. Comme représentant de la ville, il est chargé de cette affaire par cet de la plus grande importance, et ce n'a pas été sans surprise qu'il a entendu dire que la Chambre avait reçu toutes les informations désirables. Cela n'est pas le cas cependant, et tout ce qu'il demande est qu'elle reçoive en effet tous les renseignemens nécessaires.

M. Sollé seconde l'amendement. Il ne se trouve pas en effet suffisamment éclairé sur le sujet et ne pourrait voter avec connaissance de cause. Il demande qu'on prête l'oreille aux raisons des fondés de pouvoir de la ville.

M. Brashear dit que le bill a été présenté à la Chambre dès le commencement de la session, qu'il a été renvoyé à un comité qui a fait son rapport et qu'il se présente maintenant à son tour régulier. Et voilà qu'un amendement est soumis, vient à la traverse, une résolution qui propose de le référer à nouveau. Des recettes considérables se font chaque jour en vertu de la taxe en voyage, et si l'on diffère jusqu'à la fin de la session, cette taxe aura produit de fortes sommes. Est-ce juste? Tous les renseignemens ont pu être pris sur la question, et quant à lui, il est prêt à la discuter et à l'exposer tout au long.

M. Morgan dit qu'il ne demande pas un délai, mais des faits. Il ne veut pas d'ailleurs qu'on agisse à la hâte.

M. Musson établit que cette taxe dont on parle tant, n'a produit, en six mois, aux trois municipalités qu'une somme de $86,000.

La résolution, par suite d'un amendement, fixe à 7 le nombre des membres du comité et ordonne que le rapport soit fait pardi prochain; elle est adoptée sous cette forme, et MM. Morgan, Ogden, Brashear, Blanchard, Philips, Walker et Stille sont nommés membres du comité.

M. Winchester présente une pétition de Wm Pelerson qui demande une indemnité pour un esclave tué à l'Etat et mort peu de jours après l'achat. Renvoi au comité des réclamations.

M. Voorhies annonce l'enrôlement régulier de plusieurs bills

Comités permanents.

M. Ogden, au nom du comité judiciaire, fait un rapport contre le bill pour amender les articles 680, 681 et 682 du Code civil, relativement aux ventes de propriétés en vertu d'un writ de *fieri facias*. Sur motion, le rapport et le bill sont mis à l'ordre spécial du jour pour mercredi.

Bills et notices de bills.

M. Fulton rapporte sans amendement le bill pour amender l'acte de création du 10e. district judiciaire.

Bills et notices de bills.

Après la dispense des règles, M. Phelps introduit, sans avis préalable un acte pour régler les conditions de solvabilité des cautions. Le bill subit sa première lecture et est renvoyé au comité judiciaire.

Conformément à la notice préalable, M. Delassus présente lo un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lafayette; 2o. un acte pour la création d'une nouvelle étude de notaire dans la paroisse Jefferson; et 3o un acte pour régler l'inspection des douves et merrains dans le faubourg Delassise. Lecture du titre.

Le même membre donne avis d'un bill pour venir à l'aide du shérif de Plaquemine.

M. Philips, suivant notice préalable, introduit un bill pour créer un dépôt général pour les esclaves marrons à Baton Rouge. Première lecture.

M. Nichols introduit un acte pour amender l'acte qui confère certains privilèges à la ville de Donaldsonville.

M. Brewer, suivant notice préalable, introduit un acte pour abroger la 10e., la 11e., la 12e. et la 13e. section de l'acte qui abolit l'emprisonnement pour dettes. Après quelques explications sur le but de ce bill, il est renvoyé au comité judiciaire.

M. Selby introduit un bill pour l'intérêt des Ibbitere dont les propriétés sont vendues à un terme de douze mois. Renvoi au comité judiciaire et première lecture.

M. M'Bryan, après autorisation, présente un bill pour venir au secours d'Antoine Guilleau. Renvoi au comité des réclamations.

M. Conviller, suivant notice préalable, introduit un bill pour amender l'acte relatif au salaire des jurés dans la paroisse des Avoyelles. 1ère. lecture.

M. Nichols donne avis d'un bill pour amender le Code Noir.

L'Orateur soumet à la Chambre une communication du Gouverneur qui transmet le procès verbal des actes des citoyens de Memphis au sujet d'un arsenal militaire de l'Ouest et d'un dépôt maritime. La communication est renvoyée au comité des relations fédérales.

Ordre du jour.

L'ordre du jour appelle le bill de répartition congressionnelle.

M. Ratliff propose de diviser la 1ère. section à l'effet d'offrir certains amendemens. Il demande en conséquence de former le 1er. district avec la ville de la Nlle. Orléans. Depuis hier il a profondément réfléchi sur la question. Le premier district aura ainsi il est vrai, un chiffre fédéral de 89,000 habitans; mais la loi du Congrès n'ordonne pas rigoureusement à la législature de s'en tenir scrupuleusement aux trois et à la lettre de cette loi. Il est d'une difficulté extrême de vouloir à ce que, si une vacance survient à la Cour suprême, aucune nomination ne soit faite jusqu'à ce que nombre des juges soit réduit à trois. Sur motion de M. Ogden, la résolution est amendée de manière à ce que le comité soit chargé de s'enquérir de la convenance de la mesure proposée. La résolution ainsi amendée est adoptée.

M. Musson présente une pétition, signée par un grand nombre de propriétaires d'esclaves de la Nouvelle-Orléans, et qui demande une modification dans la nomination à la Chambre des Représentans. Renvoi au comité des propositions et griefs.

Le même membre présente une pétition des vétérans de 1814-15 qui demandent à être autorisés à former une corporation dans le but de venir au secours des vieux soldats sans ressources. Renvoi au comité judiciaire composé de MM. Musson, Robertson et Voorhies.

M. Morgan présente une résolution qui ordonne la formation d'un comité de trois membres de la Chambre, appartenant chacun à une municipalité, lequel sera chargé d'examiner la situation financière des trois municipalités et de s'enquérir de la nécessité du droit de quinzaine actuel.

M. Ogden propose un substitut qui remvoie le bill relatif à ce droit à un comité qui sera autorisé à faire comparaître les personnes et produire les pièces nécessaires pour s'éclairer sur cette importante question, et qui devra soumettre promptement son rapport à la Chambre. M. O. annonce que les conseils sont prêts à communiquer à la Chambre des renseignements qui pourront influer sur les décisions de la Chambre; il désire que le comité soit principalement composé de membres de la campagne.

M. Brashear pense que cette manière de procéder n'est pas dans l'ordre. Elle est sans doute la dernière ressource des représentans qui sont opposés au bill et qui voudraient en reculer le plus possible l'adoption définitive. M. B. est prêt à en finir une bonne fois avec cette question, à rendre ainsi le repos à l'esprit public et à décider si les citoyens doivent être taxés inconstitutionnellement. Les représentans connaissent déjà les renseignemens qu'on veut leur acquérir; ils savent comment la dette de la ville a été contractée, et sont fort en mesure pour prononcer sur la constitutionnalité de la taxe.

M. Taylor désire agir après mûr examen; il veut donner beau jeu à la ville, il désire qu'on prenne une décision calme et réfléchie; il est donc en faveur du comité.

M. Ogden propose alors d'amender la résolution de manière à nommer un comité spécial de——membres. M. Ogden ne veut pas tant solliciter ou d'entraver l'action de la Chambre sur ce sujet. Comme représentant de la ville, il est chargé de cette affaire par cet de la plus grande importance, et ce n'a pas été sans surprise qu'il a entendu dire que la Chambre avait reçu toutes les informations désirables. Cela n'est pas le cas cependant, et tout ce qu'il demande est qu'elle reçoive en effet tous les renseignemens nécessaires.

M. Sollé seconde l'amendement. Il ne se trouve pas en effet suffisamment éclairé sur le sujet et ne pourrait voter avec connaissance de cause. Il demande qu'on prête l'oreille aux raisons des fondés de pouvoir de la ville.

M. Brashear dit que le bill a été présenté à la Chambre dès le commencement de la session, qu'il a été renvoyé à un comité qui a fait son rapport et qu'il se présente maintenant à son tour régulier. Et voilà qu'un amendement est soumis, vient à la traverse, une résolution qui propose de le référer à nouveau. Des recettes considérables se font chaque jour en vertu de la taxe en voyage, et si l'on diffère jusqu'à la fin de la session, cette taxe aura produit de fortes sommes. Est-ce juste? Tous les renseignemens ont pu être pris sur la question, et quant à lui, il est prêt à la discuter et à l'exposer tout au long.

M. Morgan dit qu'il ne demande pas un délai, mais des faits. Il ne veut pas d'ailleurs qu'on agisse à la hâte.

Quant à l'amendement proposé par le Représentant d'Ouest-Feliciana, M. Ogden pense que c'est une folie de supposer que la ville de la Nouvelle-Orléans, le grand marché du Sud-Ouest, puisse avoir des intérêts opposés à ceux du reste de l'Etat. Il ne saurait y avoir la moindre lutte, la moindre mésintelligence entre la ville et la campagne. La prospérité de l'une ne va pas sans celle de l'autre.

M. Taylor propose un amendement qui ajoute St. Martin et Ste. Marie au quatrième district, et y soustrait les Avoyelles, Catahoula et Carroll. L'amendement n'est pas dans l'ordre.

M. Brashear dit que le Représentant des Rapides a affirmé que le comité avait subi l'influence d'ordres venus de Washington. M. Brashear est bien aise d'apprendre à son collègue qu'il n'est point dans les habitudes des Whigs de recevoir des ordres. Les Whigs obéissent à des principes arrêtés. Quand leurs chefs abandonnent leurs doctrines, les Whigs abandonnent leurs chefs. Pour lui, qui est un des vétérans les plus fidèles et les plus inébranlables du parti, il peut rendre ce témoignage à l'indépendance de ceux qui partagent ses opinions.

M. Selby fait un long discours dans lequel il insiste surtout par l'injustice de la division proposée par le bill. Il prétend que si la Chambre forme le 1er. le 2d et le 3e district, comme on le lui demande, il ne restera presque plus rien pour former le 4e, que lui et ses collègues seront alors obligés de se contenter du rebut des autres! M. Selby veut que toutes les parroisses des hautes sociétés réunies ensemble; s'il n'en peut être ainsi, il désire cependant que le quatrième district ne soit pas considéré comme le dernier. Bien loin même de la cette proposition, il annonce qu'il donnera quelque peine à ses collègues et qu'il disputera pied à pied le terrain.

M. Winchester fait la motion de déposer l'amendement de M. Ratliff sur le bureau. M. Ratliff demande à l'ajourner, qui consiste 26 non et 16 non. La motion du dépôt sur le bureau prévaut.

M. Brewer présente un amendement qui unit la seconde municipalité avec les paroisses des Florides et une portion du district occidental. Cet amendement est déposé sur le bureau.

M. Wadsworth propose un autre amendement d'après lequel le 1er. district serait formé des paroisses Plaquemine et St. Bernard et de la 1ère. et de la 3me. municipalité. Après quelque discussion entre MM. Ogden et Wadsworth, cet amendement est perdu par 37 non contre 20 oui.

Sur motion de M. Winchester, la Chambre s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations au Sénat de la Louisiane

Séance du mercredi 21 janvier 1843.

Le secrétaire transmet à la Chambre des Représentans, le bill amendant l'acte qui accorde le nombre des membres du jury de police de la paroisse de la Pointe-Coupée, auquel le Sénat a donné son concours après mûr examen.

M. Davidson donne avis qu'il présentera un acte pour amender la charte de la Compagnie de la Banque du Gaz.

M. Bosser présente un mémoire relatif à l'amélioration de la navigation du bayou Sabine jusqu'aux lignes de MeCall. Ce mémoire démontre la grande importance de cette entreprise pour l'Etat tout entier, en ce qu'elle ouvrirait une issue pour l'exportation de grandes quantités de sel et développerait les ressources d'une grande partie du pays.

M. Bosser demande que le mémoire soit référé à un comité spécial. Le président nomme de ce comité MM. Bosser, Walker et Downs.

M. Hon appelle le bill déposé hier temporairement sur le bureau, pour imposer une taxe sur les compagnies d'assurances étrangères qui ont des agences dans l'Etat. Ce bill est pris sous considération.

M. Waggaman présente une section additionnelle à l'acte qui autorise les banques du Sud à faire le commerce du change. Le bill passe ainsi amendé.

Ordre du Jour.

Acte autorisant les ministres de l'Evangile non domiciliés dans l'Etat et qui n'y fréquentent temporairement, à célébrer les cérémonies du mariage.

Sur motion de M. Hon, la considération de ce bill est différée.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Shreveport, en autorisant le jury de police à collecter dans cette ville les mêmes taxes que sont collectées dans d'autres parties de la paroisse.

Après quelques explications de M. Bosser, le bill passe.

Acte pour créer une circonscription électorale additionnelle dans la paroisse de Livingston.

Sur motion de M. Davidson, la considération de ce bill est différée.

Acte ayant à former de son droit d'acquérir et profiter de la communauté, en cas de jugement de divorce prononcé contre elle pour cause d'adultère.

M. Davidson dit qu'il ne s'opposera pas au bill pourvu qu'il ne contienne rien de contraire aux lois essentielles de toute. Le Sénat comprendra sans doute les distinctions dont l'on pourrait inférer qu'il y a moins d'intelligence de vertu ou d'honneur chez la femme que chez l'homme. C'est pourquoi il dira ce que le bill est juste et non partiale, c'est à dire qu'elle s'applique aux deux sexes. Cette vérité appelle la réflexion du Sénat sur les qualités aimables la bienveillance de la femme et la nécessité de mettre au-dessus de toute prescription légale ce qui devait être l'œuvre de l'affection. Il conclut en se déclarant en faveur du bill, sauf les modifications qu'il a indiquées et qu'il soumettra à la Chambre.

M. Hon fait observer que la mesure qui est proposée est un excellent exemple de l'inconvenance de la Chambre aux Lauriades qui sont si nombreuses et si excellentes tout entière. Dans quel cas aussi, ces enfants d'abandonnés se trouvent-ils impuissants à faire valoir leurs droits? Dans celui de la mort du père de famille, en cas d'absence, ou de maladie. Ils sont alors sous la tutelle de la mère, qui, dans la plupart des cas, est ignorante de toutes sortes de liquides, que grande variété de vues fait souvent croire, tout bien s'entendre, qu'elle est l'ennemie de ses enfants. Il motive son vote à l'appui de ces différentes considérations